



## Histoire de l'éducation

86 | 2000

Histoire et Nation en Europe centrale et orientale XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles

---

### Les manuels après la bataille : les livres d'histoire nationale en Bulgarie après 1944 et après 1989

*Textbooks after battle : Bulgarian Textbooks of National History after 1944 and 1989*

*Nach den Kämpfen kommen die Bücher : Die Bücher zur nationalen Geschichte in Bulgarien nach 1944 und nach 1989*

Liliana Deyanova

---



#### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1557>

DOI : 10.4000/histoire-education.1557

ISSN : 2102-5452

#### Éditeur

ENS Éditions

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 mai 2000

Pagination : 171-186

ISBN : 2-7342-0855-5

ISSN : 0221-6280

#### Référence électronique

Liliana Deyanova, « Les manuels après la bataille : les livres d'histoire nationale en Bulgarie après 1944 et après 1989 », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 86 | 2000, mis en ligne le 09 avril 2009, consulté le 30 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/1557> ; DOI : 10.4000/histoire-education.1557

---

Ce document a été généré automatiquement le 30 avril 2019.

© Tous droits réservés

---

# Les manuels après la bataille : les livres d'histoire nationale en Bulgarie après 1944 et après 1989

*Textbooks after battle : Bulgarian Textbooks of National History after 1944 and 1989*

*Nach den Kämpfen kommen die Bücher : Die Bücher zur nationalen Geschichte in Bulgarien nach 1944 und nach 1989*

Liliana Deyanova

---

## I. Les révolutions du XXe siècle et le remodelage de l'histoire

- 1 Les événements qui ont suivi la « révolution de velours » de 1989 en Bulgarie ont partie liée avec la désintégration de la mémoire officielle de l'État-Parti élaborée depuis 1944, mais aussi avec la levée du monopole sur la mémoire historique<sup>1</sup>. Ils ont pu être compris comme un appel à « dépolitiser » le contenu des livres scolaires d'histoire<sup>2</sup>. Au départ, dépolitiser signifiait seulement « décommuniser ». De façon comparable, la précédente révolution du 9 septembre 1944 s'était proposée, quant à elle, de « défasciser » l'histoire en se fixant pour objectif d'épurer les manuels d'histoire et de les restructurer idéologiquement. Ainsi, une circulaire du ministère de l'Éducation nationale de 1945 prescrivait, par exemple, les modalités de la réécriture de l'histoire ancienne en ces termes : « lorsqu'il est question des luttes sociales à l'époque de l'Antiquité, nos sympathies doivent aller aux forces populaires et démocratiques, aux esclaves [...], aux prolétaires affamés et déchus<sup>3</sup>. Le département de la propagande du comité central du Parti ouvrier bulgare, c'est-à-dire le parti communiste, donne son avis, en février 1945, sur le changement projeté des programmes d'étude : « Dans l'école nouvelle, l'histoire deviendra une matière de base pour l'étude du développement social et aura la plus grande importance pour former la vision du monde des jeunes ». Le pouvoir prend

ensuite, le 6 octobre 1945, un arrêté sur la confiscation de milliers de livres, désignés comme une « littérature fasciste et ennemie de l'Union Soviétique et des peuples amis de la liberté ». Il promulgue, le 20 novembre 1945, une ordonnance organisant la purge des enseignants et du personnel éducatif des écoles primaires et secondaires, des écoles normales d'instituteurs, de l'université, des grandes écoles et des académies. L'État rétablit aussi le Conseil supérieur de l'Instruction, qui se réunit désormais pendant les moments-clés de la réforme de l'éducation. Cette institution datait de 1897, et avait été fondée pour mettre en œuvre la première centralisation de l'histoire en Bulgarie. Gueorgui Dimitrov veut que la nouvelle revue historique, *Istoritcheski pregled*, « lutte contre les falsifications de l'histoire » et « diffuse largement les acquis des études historiques slaves »<sup>4</sup>.

- 2 Un lecteur occidental s'attend peut-être à rencontrer dans les manuels d'histoire nationale de la période communiste la célèbre formule stalinienne sur « l'internationalisme comme forme suprême de patriotisme ». À tort : les livres bulgares d'histoire nationale déjouent pareille attente. L'étude que nous avons consacrée aux manuels du XXe siècle et, plus précisément, aux cinq réécritures qu'ils ont successivement connues en 1929, 1946, 1954, 1982 et 1993 conclut à l'existence de plusieurs structures narratives similaires dans les livres d'histoire, qui n'empêchent pas les dissemblances<sup>5</sup>. Les manuels communistes sont sans doute imprégnés de la glorification des masses et de descriptions des trahisons de la bourgeoisie nationale. L'histoire y est certes assujettie à une nouvelle téléologie et soumise à un travail de réécriture conforme au nouveau code du matérialisme historique, qui met au premier plan la libération des masses laborieuses. Pourtant, ces traits caractéristiques ne signifient pas pour autant le triomphe de l'internationalisme. En effet, les manuels rédigés après la révolution communiste de 1944 font bien partie d'une « culture historique » plus vaste et d'une mentalité nationale de plus longue durée<sup>6</sup>. Ils s'inscrivent dans la lignée du patriotisme et du style de l'historiographie bourgeoise du début du siècle. C'est elle qui a choisi et interprété les événements historiques structurant le « passé illustre de la nation », « ressuscité à l'époque de l'Éveil national ». C'est elle encore qui introduit le thème, prégnant par la suite, d'un « démantèlement du corps national » coexistant à la fondation de l'État bulgare, qui déplore la « mutilation » de la « Mère-Bulgarie privée de ses enfants », c'est-à-dire la perte de ses frontières et de ses territoires « naturels » et la réduction de moitié de la Bulgarie de San Stefano, décidée par les puissances occidentales au Congrès de Berlin en 1878<sup>7</sup>. Dans tous les cas, la nation reste toujours pensée en termes de territoire, de terre, de sang, de nature, de passé éclatant ; il s'agit d'une nation conçue au fond comme l'alliance tribale de Bulgares glorieux, mais martyrs. Cette façon de penser se situe assez loin, avant et après 1944, voire après 1989, de ce que Habermas appelle « le patriotisme de la constitution ». L'identité nationale se réduit alors à l'identité ethnique, et l'accent est mis sur les Bulgares, même s'ils sont aussi des citoyens, et non sur des citoyens secondairement Bulgares. L'idée de la nation comme mémoire se substitue à celle de la nation telle que la définit Renan, non plus seulement comme une mémoire, mais comme un « plébiscite quotidien ».
- 3 Pour vérifier la persistance après 1989 ou, au contraire, la transformation ou l'effritement de ce trait jusque-là durable, nous avons recherché aussi comment sont évoqués, dans l'espace public entre 1989 et 1995, les principaux événements et personnages de l'histoire moderne de la Bulgarie, qui commence avec la fin de la domination ottomane et la création de la Principauté de Bulgarie en 1878. Nous avons comparé les articles

historiques mais aussi les références aux réalités historiques dans deux journaux d'orientation opposée : *Douma*, l'organe du Parti communiste, et *Démocratzia*, le journal de l'opposition unie. Pendant ces cinq ans, ces deux formations politiques principales occupent alors à elles seules les quatre-cinquièmes de l'espace électoral. Il était donc important de comprendre comment ces « Rouges » et ces « Bleus », comme on les nomme depuis 1989, pensent « la Bulgarie », la « bulgarité », et les « lieux de la mémoire nationale »<sup>8</sup>.

- 4 Dans ce contexte, une première notation a retenu notre attention : les textes et les discours consacrés à l'activité du Tribunal populaire en 1945 se multiplient après 1989. Ils se sont révélés essentiels pour prendre la mesure de la véritable guerre, tribale et sacrée, séparant les deux interprétations antagonistes et irréconciliables de l'histoire nationale pratiquées par ces « Bleus » et ces « Rouges ». Sous cet angle, nous les appellerions volontiers les deux « pseudo-ethnies » de la société bulgare post-communiste. L'analyse de ce corpus a permis aussi de confirmer notre hypothèse d'une crise permanente de l'identité nationale bulgare<sup>9</sup>. Le souvenir du Tribunal populaire est inscrit dans les mémoires comme une névrose traumatique, un « syndrome » qui fait que le passé n'est pas passé<sup>10</sup>, que le passé n'est pas là où il devrait être : dans les musées et dans les monuments. Il le confine au contraire dans des lieux aussi traumatisants que les charniers et les fosses communes redécouverts, où reposent les victimes des exécutions massives<sup>11</sup>. Les interprétations diamétralement opposées ne s'attachent pas seulement aux événements clairement susceptibles d'être chargés d'un sens contradictoire, telle, par exemple, la date charnière du 9 septembre 1944 qui voit l'entrée des troupes soviétiques sur le territoire bulgare. Elles englobent en fait tous les événements de l'histoire bulgare contemporaine, depuis la création du pays aux traités de San Stefano et de Berlin : la « Libération » des Ottomans en 1878, la « Réunification » de la Roumélie et de la Principauté de Bulgarie en 1885, mais aussi le sauvetage des Juifs de la déportation pendant la Seconde Guerre mondiale et beaucoup d'autres. Les souvenirs de ceux qui ne furent pas les témoins directs des événements du XXe siècle sont rapportés au souvenir collectif légitime, auquel est ainsi conféré le caractère d'une norme. Selon un mécanisme bien connu, le groupe met l'accent sur ce qu'« ils » nous auraient fait, et non sur ce que « nous » leur avons fait, autrement dit, il refuse le plus souvent de reconstituer la complexité du passé et efface, consciemment ou inconsciemment, des couches entières d'histoire. De surcroît, le récit du passé se fait progressivement plus homogène et plus rigide dès lors que l'histoire se trouve identifiée en termes de « Nous et les autres ». Cette identité négative exclut du « peuple bulgare » l'adversaire politique du locuteur ou du moment. Plus grave, à travers les médias, des historiens professionnels continuent à contribuer aujourd'hui à la distinction des Bulgares en deux groupes, et même en deux peuples différents, à cause de leur rapport à l'histoire. Le moins que l'on puisse dire est que leur comportement n'aide pas à rompre un attachement traumatisant au passé, et qu'il ne permet pas de poser la distance analytique nécessaire entre ce dernier et le présent. En outre, entre leurs interventions dans les manuels et leurs écrits dans la presse partisane, il existe des contradictions qui ne peuvent pas être imputées à une adaptation pure et simple à des supports et à des genres écrits différents. Le discours qu'ils diffusent à présent dans les médias n'est pas celui tenu dans les manuels de 1993 : il se rapproche en fait beaucoup plus du style des manuels de 1946.
- 5 La question du contexte des manuels d'histoire et celle des tensions réelles entre les sources différentes des récits historiques, entre les différents « foyers » de l'histoire,

entre les manuels et la sphère publique politique se pose donc aujourd'hui de façon très aiguë. Elle nous oblige à revenir, pour mieux la préciser, sur l'affirmation par laquelle nous commençons cet article : l'internationalisme n'aurait pas été le vrai programme, en fait voilé, des premiers manuels d'histoire rédigés et publiés après 1944.

- 6 Spécifions ici que ne sont concernés par cette analyse que les manuels d'histoire de Bulgarie. En effet, ceux d'histoire universelle, ou mondiale, peuvent comporter des paramètres différents : ainsi, après 1944, les manuels d'histoire ancienne sont essentiellement des traductions du russe ou, quand ils ne le sont pas, ils se montrent fortement tributaires du modèle russe. Un trait paradoxal mérite maintenant toute notre attention : jusqu'en 1947, il n'existe pas de manuel général et obligatoire d'histoire nationale en Bulgarie. De nombreuses écoles continuent donc à utiliser le livre publié en 1929, conformément au programme d'histoire de 1925 du ministère de l'Éducation nationale, par Pastoukhov et Stoyanov<sup>12</sup>.

## II. Les transformations de l'espace public et l'histoire après 1944

- 7 Il nous faut essayer maintenant, pour progresser dans la contextualisation des manuels d'histoire, d'imaginer l'espace public de 1948, date à laquelle le Parti décide, lors de son cinquième congrès, de « poser les fondements du socialisme », adopte le nom de « Parti communiste bulgare » et impose au pays des slogans nouveaux. À cette époque, le Parti a déjà supprimé l'essentiel de l'opposition parlementaire : à la suite de prétendues « revendications du peuple », le parlement a dissout en 1947 le parti agrarien d'opposition de Nicolas Petkov, que Gueorgui Dimitrov a fait exécuter la même année. La nationalisation des entreprises, des exploitations agricoles et des propriétés privées est accomplie depuis 1947, et avec elle celle des maisons d'édition, de la production cinématographique et de la presse. Une nouvelle constitution et une nouvelle loi de l'enseignement supérieur entrent en vigueur respectivement en 1947 et en 1948. En 1948, chacune des 53 actualités cinématographiques hebdomadaires commence par des cadrages consacrés au pays des Soviets, qui occupent du reste au minimum le quart de la durée totale de ces films<sup>13</sup>. Le 3 mars, jour de la fête nationale, la plus grande photo à la une de l'organe du Parti communiste est celle de Staline. Les discours de G. Dimitrov ne cessent de marteler des slogans dont nous rappelons l'échantillon suivant : « Quiconque se déclare contre l'Union soviétique est contre son propre pays » ; « L'attitude envers le pays des prolétaires soviétiques est la pierre de touche de la démocratie » ; c'est en Union soviétique qu'est « notre salut, c'est là qu'est notre avenir radieux en tant que nation » ; « les dirigeants bourgeois et les chefs militaires des pays capitalistes n'ont aucun chef d'armée qui vaille, aucun génie militaire »... L'un des rares films réalisés aussitôt après 1944 incluant quelques éléments historiques est le film « Bulgarie », tourné par une équipe de cinéastes soviétiques reçus par G. Dimitrov, film qui s'attache à montrer le dur passé du peuple avant le passage au communisme. Le département des relations internationales du Parti communiste bulgare élabore un dossier de matériaux sur les « erreurs anti-marxistes des communistes d'orientation nationaliste ». Les pèlerinages au monastère de Rila, lieu national sacré, sont interdits<sup>14</sup>. Une affiche interpelle : « N'oublie pas que le bandit-gentleman ne dort pas à Wall Street : il lâche sur nous ses vautours ! ».

- 8 Le nouveau Comité à la science, à l'art et à la culture consacre un grand débat à l'état de la science historique<sup>15</sup>. La réunion est ouverte par V. Tchervenkov qui s'exprime de la sorte : « Nous ne pouvons plus tolérer les immondices des écuries d'Augias de notre historiographie bourgeoise ». Les historiens bourgeois se voient condamnés à jamais sous les chefs d'accusation suivants : ils ne s'intéressent pas au destin des masses populaires ; ils ont affirmé les liens étroits de l'Éveil national bulgare du début du XIXe siècle avec l'Église ; chantres du « chauvinisme de la Grande Bulgarie » (cliché prédominant s'il en est à l'époque), ils sont responsables des importants dégâts causés par cette orientation ; ils « souffrent d'une grave hérédité » ; ils ne sont que des « pseudo historiens » et des « ennemis de l'idée slave » (autre cliché courant)<sup>16</sup>. Le 10 novembre 1948, une nouvelle circulaire du ministère de l'Éducation populaire introduit l'éducation socialiste parmi les disciplines scolaires obligatoires. En outre, tous les enseignants des écoles supérieures doivent obligatoirement suivre des cours hebdomadaires de matérialisme dialectique. Le passé est désormais réellement exproprié.
- 9 Comme ailleurs dans d'autres pays communistes à la même période, les nouvelles élites s'approprient ce passé. Elles veulent se légitimer en s'inscrivant dans l'histoire et en se faisant passer pour les seules héritières des idéaux de l'Éveil national. « Seul, le Front de la Patrie s'avère capable de continuer l'œuvre de nos hommes de l'Éveil national, celle d'un Levski et d'un Botev... » peut-on lire en 1948 dans la revue *Le manuel du propagandiste*<sup>17</sup>. Une bonne partie des noms et des dates célébrés avant 1944 cessent de l'être. L'histoire semble à peine commencer. On commémore le troisième anniversaire des « combats épiques contre les armées allemandes », le troisième anniversaire de la libération du 9 mai 1945, le dixième anniversaire de la publication du *Cours abrégé* de Staline, le quinzième anniversaire du discours de G. Dimitrov à Leipzig, que « tous célèbrent ».
- 10 Le passé est refoulé, à coup d'oubli, d'interdiction formelle, de téléologie, de réécriture, mais également à travers l'idée de finalité historique et en suggérant l'identification de ce qui est en cours en Bulgarie avec les impératifs de la « marche de l'histoire ». Cette histoire n'est donc pas l'histoire autonomisée d'une société civique moderne. Elle est récit purement mythique, manipulateur de la mémoire, dont les traces subsistent longtemps après la désintégration du monde communiste.
- 11 Pourtant, il serait illusoire de croire à l'existence d'un « monde communiste » et de « manuels communistes » plutôt qu'à celle de formes historiques concrètes. Avec les premiers manuels parus après la révolution de 1944, critiqués pour l'un d'entre eux parce qu'il « ne contient pas une seule photo de Gueorgui Dimitrov », pour un autre parce qu'il « a mal compris la question de la nation macédonienne », etc., le récit communiste se décante. En témoigne le manuel d'histoire utilisé à partir de 1954, époque stalinienne typique en Bulgarie. Près de trente ans plus tard, en 1982, de jeunes historiens réformateurs peuvent enfin rédiger un autre manuel affichant sa « lutte contre le dogmatisme ». Certains de ces historiens se retrouvent parmi les auteurs des manuels publiés aussitôt après 1989. Tous ces manuels respectent, en outre, les directives officielles, tout en tenant compte des revirements de la politique intérieure du pays.
- 12 On peut évoquer deux exemples pour montrer la logique du récit à l'œuvre dans les manuels considérés<sup>18</sup>. Le premier touche aux différences décelables quant à l'interprétation du sauvetage des Juifs bulgares de la déportation en 1943, le second rend compte de l'activité du « Tribunal populaire » mis en place en 1945.

### III. La construction de l'événement historique

#### 1. Le sauvetage des Juifs bulgares

- 13 Rappelons l'essentiel des faits : au printemps de 1943, malgré les accords intervenus entre le roi Boris III et l'Allemagne, le parlement, l'Église orthodoxe bulgares, et d'autres institutions encore, s'opposèrent à la déportation déjà décidée des Juifs du pays<sup>19</sup>. Les textes relativement brefs consacrés par les manuels scolaires à cet épisode, unique en Europe, de la Seconde Guerre mondiale, contiennent des différences significatives, des accents symptomatiques ou des silences. Ils sont en quelque sorte des réactifs qui permettent de pénétrer au sein de ce que nous appelons « discours programmatique implicite ». Le premier manuel analysé, publié en 1946<sup>20</sup>, déclare que la Loi de la protection de la nation, prise le 24 décembre 1940 et promulguée par un décret de Boris III le 21 janvier suivant, est « à l'image des lois allemandes hitlériennes et antisémites ». En application de cette loi, 11 410 Juifs des Terres Neuves<sup>21</sup> furent déportés en Pologne. Le manuel ne mentionne pas exactement d'actions de sauvetage, se contentant de commenter elliptiquement : « Le peuple bulgare s'opposa à ce crime monstrueux. » Il précise que les Juifs emmenés en Pologne ne revinrent jamais en Bulgarie : « ils furent transformés en pâte à savon, exterminés et asphyxiés dans les usines chimiques lors des essais des nouveaux gaz asphyxiants ». Le manuel de 1954 évoque d'une seule phrase, au demeurant indirecte et contournée, la politique anti-juive bulgare pendant la guerre : « Imitant les Hitlériens, le gouvernement fit voter au Parlement une loi de protection de la nation dirigée contre les Juifs en Bulgarie ». En 1982, le thème du sauvetage des Juifs par le peuple bulgare apparaît : « Au printemps de 1943, [...] un mouvement massif pour le sauvetage des Juifs bulgares s'organisa. Sous la pression de l'Allemagne, le gouvernement accepta, en février 1943, de transmettre aux Hitlériens 20 000 Juifs de Thrace, de la mer Égée et de Macédoine, en vue de leur extermination. Le sort de ces Juifs des « Terres Neuves » devait préfigurer celui des anciens territoires de l'État. Ce crime provoqua un mécontentement général. Le Parti organisa les masses pour la lutte [...] ; [celle-ci] gagna le Parlement, où les députés, et parmi eux même une partie de ceux de la majorité, condamnèrent le gouvernement. La vie des Juifs bulgares fut sauvée ».
- 14 Le manuel de 1993 consacre une place importante au sauvetage des Juifs et apporte de nombreux détails. On y apprend la création d'un Commissariat aux questions juives en 1942. On y retrouve l'insistance de l'Allemagne et la loi de la protection de la nation dont l'essence est maintenant qualifiée d'anticonstitutionnelle ; la protestation des députés est attribuée à l'action de Dimitar Pechev, devenu « l'homme qui stoppa Hitler » ; s'y ajoute celle des « personnalités, des hommes politiques, du haut clergé, d'un très grand nombre d'individus ordinaires et de l'intelligentsia ». Le sauvetage des Juifs est présenté désormais comme le fait de toute la nation, et le manuel insiste sur « le rôle important » joué contre la déportation par « le palais royal et même par les hauts responsables du régime au pouvoir ».
- 15 Résumons les étapes de la mise en forme de l'événement. Pour le manuel de 1946, le sauveur des Juifs est le « peuple bulgare ». Celui de 1954, réédité au moins jusqu'en 1963, ignorant jusqu'au fait même, ne mentionne par conséquent aucun motif de fierté nationale ; il ne connaît que la loi de la protection de la nation « à l'imitation des



Hitlériens » sans en expliquer aux élèves la teneur exacte. Le livre de 1982 est fort manipulateur et son message est transparent, puisque le rôle central dans cet épisode revient au Parti<sup>22</sup>. Le passage incriminé est un chef-d'œuvre dans son genre : il commence et se termine par des tournures impersonnelles : « une lutte se développa », « un mécontentement général flamba ». Dans l'entre-temps, les phrases suivantes possèdent un sujet, le Parti. Devenu l'acteur essentiel, il « organise les masses pour la lutte », et celle-ci peut de la sorte se transférer au parlement ; c'est donc bien le Parti qui a permis que « la vie des Juifs fût sauvée ». La phrase suivante renforce encore la prééminence des communistes bulgares pro-soviétiques, en enchaînant immédiatement sur « les succès de l'Armée rouge »<sup>23</sup>. Dans le sens idéologique inverse, le manuel de 1993 témoigne d'une même virtuosité dans la manipulation des faits. Tout en introduisant la dimension de la pluralité des facteurs ayant joué un rôle dans le processus complexe du sauvetage, il évite de façon aussi symptomatique de mentionner le Parti communiste et les « masses populaires » comme acteurs et porteurs éventuels de la protestation contre la déportation des Juifs de Bulgarie. Il les remplace par des « personnalités », « un très grand nombre d'hommes ordinaires » et, *in fine*, par la nation entière. Il n'utilise jamais du mot « peuple », qui peut induire une association avec les « masses populaires », sujet favori et hypertrophié de l'historiographie précédente entre 1946 et 1989.

## 2. Le Tribunal populaire

- 16 Cette instance, qui joua en 1945 un rôle essentiel dans le processus d'accomplissement de la révolution communiste, question cruciale s'il en est pour la mémoire politique et collective, et qui représente actuellement un objet décisif au sein des tentatives de mise en place d'un « consensus national », occupe paradoxalement une place infime dans les manuels d'histoire, loin derrière le rappel du sauvetage des Juifs, motif qui reste pourtant relativement discret malgré son efficacité dans le renversement conservateur et nationaliste du discours de 1993. Le Tribunal populaire est expédié en quelques phrases, dans des paragraphes traitant des « actes visant à raffermir le pouvoir du Front de la Patrie ». La réécriture épouse ici aussi les axes et les figures dominants de l'espace public, et tend à mettre au premier plan les lieux traumatisants de la mémoire collective.
- 17 Pour le manuel de 1946, le Tribunal populaire « permet au Front de la Patrie d'administrer une punition bien méritée à tous les responsables de l'entrée en guerre du pays aux côtés de l'Allemagne fasciste [...], coupables des sévices et des pillages imposés à la population de la Yougoslavie et de la Grèce occupées, auteurs des massacres perpétrés chez nous contre des fils du peuple ». Celui de 1954 met au centre de l'action les masses populaires : « À leur demande, les principaux criminels fascistes et les assassins des fils du peuple furent arrêtés [...]. Un décret promulgua la constitution d'un Tribunal populaire composé de juges du peuple élus par cette cour et nommés par le ministère de la Justice [...]. Seuls, les agents étrangers qui avaient réussi à se glisser dans les rangs du gouvernement du Front de la Patrie tentèrent de gêner la justice... » (p. 294). Le livre publié en 1982 attache beaucoup moins d'importance à l'épuration qu'à d'autres événements de 1944-1945 aussi insignifiants que la visite de l'équipe moscovite de football « Spartak ». Il cite aussi une loi « ordonnant l'établissement de liens plus étroits de l'école avec la vie », sans dire un mot de celle qui crée la même année le Tribunal populaire. Il évoque en termes généraux et indifférenciés la « liquidation de la bourgeoisie des villes et de la campagne ». Une phrase stigmatise « certaines déformations survenues lors de la naissance des nouvelles



structures », euphémisme obligé du discours réformateur. Faut-il lire entre les lignes et comprendre qu'elle désigne la répression organisée et spontanée ? Une mention rapide concède en effet l'existence des lois d'exception de 1944-1945, qualifiées de « résultat de luttes politiques libres ». Le drame de la révolution et avec elle le déchirement tragique de la nation bulgare, qui aujourd'hui refont surface, sont passés sous silence, effacés.

- 18 Ce n'est pas le cas en 1993. En particulier, la leçon intitulée « Les premiers pas de la démocratie populaire » décrit avec un luxe de détails inédits jusque-là le phénomène du Tribunal populaire. À commencer par quelques chiffres : 68 chambres d'audience, 135 procès, quelque 12 000 personnes jugées. Elle impute à « une partie des accusés » la responsabilité réelle et parle à leur sujet de délits vraiment accomplis. Elle explique cependant que la plupart des victimes du Tribunal populaire ont été « désignées par les communistes comme leurs adversaires politiques ». La question de la faute est ensuite envisagée comme une culpabilité partagée des deux côtés, communiste et non-communiste : « outre les communistes, la responsabilité des exactions du Tribunal populaire incombe aux partis de la coalition du Front de la Patrie ». Le manuel cite aussi d'autres décrets et lois, dont celle mettant en place des camps de rétention et de travail forcé.
- 19 Une réinterprétation de l'histoire du XXe siècle en Bulgarie passe aussi par la discussion et la qualification du régime précédant l'arrivée des Soviétiques et la prise du pouvoir par Dimitrov. Une question lancinante, ouvertement posée ou implicite, hante les livres d'histoire analysés : celle de l'existence ou non d'un fascisme en Bulgarie. Quittant les pages de ces manuels, nous avons mené une expérimentation ethnométhodologique, au sens que lui donnent H. Garfinkel et A. Cicourel, lors d'une leçon d'histoire<sup>24</sup>, et conduit une enquête représentative sur l'état d'esprit des élèves de la classe terminale des lycées en mai 1996. Les réponses données sur le Tribunal populaire me paraissent instructives. Selon 47 % des élèves interrogés, il s'est agi d'un « règlement de compte avec autant de coupables que d'innocents ». 17 % d'entre eux y voient « une réaction équitable de l'opinion démocratique contre les crimes fascistes ». 17 % également qualifient ces événements « d'extermination de la nation bulgare ». 17 % encore n'ont pas d'avis sur la question, et 1 % des élèves ont coché la rubrique « autres ».
- 20 En dessous du niveau des messages idéologiques, nous découvrons une couche plus profonde de mentalités, de visions du monde, de structures pré-prédictives de la narration. Par exemple, le manuel de 1946 décrit la monarchie comme le « nid de l'*agentura* allemande » ; le roi Boris est un « véritable agent de l'impérialisme allemand », de même que son prédécesseur Ferdinand était, quant à lui, un « agent de l'impérialisme du Kaiser ». Tous deux auraient entraîné le pays dans une voie « anti-populaire et anti-historique » (p. 433). La bourgeoisie bulgare s'est mise entièrement « au service de la politique allemande » et, dans le meilleur des cas, ses représentants « jouaient les petits rapporteurs devant les représentations diplomatiques étrangères ». Ainsi, d'après cette vision de la responsabilité historique à travers les cadres de lecture de cette histoire téléologique, tout le mal arrive « contre la volonté du peuple ». Mais pour les manuels opposés, les communistes trahissent la bulgarité, ils sont des agents de Moscou, l'entrée des Soviétiques en Bulgarie le 9 septembre 1944 est un coup d'État, le leur.
- 21 Considérés dans cette optique, les deux séries de faits laissent entrevoir des déterminations plus générales : il ne s'agit pas simplement de la nature idéologique de toute narration historique, mais de quelque chose de plus tenace dans le tissu même du récit historique des manuels. Il importe peu à cet égard de découvrir la teneur des

messages cachés et de les classer selon leur attachement à la bourgeoisie renaissante ou leur fidélité aux communistes actuellement relégués par l'histoire. Que les adversaires choisis, la monarchie par exemple, le soient de la nation ou bien de classe, que l'Allemagne et la Russie soient des amies ou des ennemies devient secondaire dans l'optique que nous adoptons maintenant. Celle-ci s'inquiète de la simplicité du schéma appliqué au récit historique. Le temps de nos manuels d'histoire relève d'un temps extra-historique, un temps mythique<sup>25</sup>. L'histoire y est un lieu facile, qui ne connaît aucune question essentielle, aucune tension de fond, qui ignore l'affrontement des points de vue et le caractère alternatif des interprétations, qui préfère, au drame que constitue toute mise en question, la mécanique d'un nombre limité d'appuis solides. Ceux-ci se limitent à une structure binaire élémentaire : nous/eux. Elle se décline ensuite en variantes jumelles : agent de l'étranger/patriote, adversaire/ami, bon/mauvais, libérateur/dominateur. « Eux » : les agents, les méchants, les dominateurs, ceux qui transforment les êtres humains en savon. Cette construction ne dépasse pas le modèle des sympathies et des antipathies, mais celles-ci, malheureusement, sont entrées en force dans les usages politiques. La victoire électorale va désormais aux forces politiques qui s'identifient négativement par rapport à l'image d'ennemis à la fois désignés et implicites, car la population est disposée à en reconnaître toujours. Onze ans après 1989, en 2000, des lois de « lustration » permettant de scruter le passé de chacun sont présentées devant le Parlement. Les slogans qui répètent aujourd'hui « À bas le communisme » ne planent pas plus haut que les prétendus débats publics du temps du communisme, et comme eux, ils se terminent avant même d'avoir commencé.

- 22 Le hiatus est frappant entre la place accordée par les deux journaux analysés au Tribunal populaire et à la violence révolutionnaire et celle, réduite, que cette thématique occupe dans les livres scolaires et parascolaires officiels. Les formes types des silences dans l'Histoire doivent être dégagées et désignées. Les énoncés « Ce qu'ils nous ont fait » et « C'est de leur faute » ne sont pas strictement l'équivalent de « Nous sommes innocents ». Pour comprendre la spirale de la violence dans l'histoire bulgare, il importe de remarquer que les figures de la violence et du silence sur la violence jouent le rôle d'un discours de légitimation. La violence d'aujourd'hui se légitime par celle d'hier, notre violence se justifie par la violence des autres. Le quasi-silence des manuels au sujet du Tribunal populaire nous paraît receler un autre silence, celui des principes, que Marc Ferro appelle « silence lié au principe de la légitimité »<sup>26</sup>, aux exigences de la raison d'État ou bien à l'image qu'une société a ou veut avoir de soi. Aussi n'est-il pas question de savoir qui est en réalité le sujet du pouvoir, comment il s'est constitué, comment sa « nature » a été produite : ni l'un ni l'autre ne sont donc légitimés. L'État, le parti et le peuple peuvent donc fusionner dans un tout, et sont selon les cas interchangeableables. Le statut du Parti communiste se présente bien implicitement comme fixé une fois pour toutes, car il est le peuple, et le peuple est éternel. Certes, l'histoire officielle, l'histoire interdite, l'histoire parallèle, la mémoire collective connaissent des manières différentes de se taire.
- 23 La comparaison entre les livres des élèves, analysés plus haut, et ceux des professeurs, comme la prise en compte des instructions pédagogiques données entre 1946 et 1993 par le ministère de l'Éducation nationale n'est pas moins instructive. L'une d'elles, en 1945, prend pour thème les « délires de la race nord germanique dolichocéphale » qui a déclaré la guerre aux peuples non-Ariens : « Le seul but de la théorie raciale » était de revitaliser et de redresser l'impérialisme allemand défait en 1918 »<sup>27</sup>. La validité des théories raciales n'est pas abordée. L'argumentation progresse ici par redoublement et renforcement

d'épithètes : une théorie est réactionnaire, ou pseudo scientifique, mais ne mérite pas l'analyse. L'unique tâche du progrès vers le Bien consiste à « épurer les livres d'histoire ». Car les « procédés fascistes en usage dans l'enseignement de l'histoire ont permis aux autorités fascistes responsables de l'éducation de déformer l'esprit d'une partie de la jeunesse des écoles ». Or, ces qualificatifs anathémisants ont la vie longue. Boriana Panaïotova, dans une étude récente consacrée aux manuels d'histoire des années 1930 et 1940, conclut qu'ils reproduisent sans exception les images des voisins élaborées pendant l'Éveil national du XIXe siècle. Les peuples voisins n'y sont présents qu'à titre d'ennemis, le peuple bulgare, isolé d'eux, n'a de « contact avec eux que par la guerre »<sup>28</sup>. Les livres d'histoire sont donc intrinsèquement orientés politiquement, et en ce sens une histoire politique non réfléchie y occupe la place centrale.

- 24 La question est certes très complexe ; cependant, il est temps que le débat porte sur tous les silences qui privent l'histoire d'une partie d'elle-même. Il faut affirmer fortement, en Bulgarie et ailleurs, l'inexistence de ces « éléments naturels de la nation » tant invoqués par l'historiographie de toutes tendances. Il faut une fois pour toutes disqualifier un Ormandjiev, historien des années trente, pour qui ces « éléments » restaient « tracés dans le livre éternel de la nature », démarche qui justifie l'épuration, assimilée à un coup de gomme effaçant lorsqu'il le faut « ce qui est contraire à la nature et à la société ». La version simplifiée de l'histoire qui a eu cours en Bulgarie après 1944 fait du reste un usage fréquent et étonnant du mot « épuration », qui symbolise et synthétise un état d'esprit tenant lieu de réflexion problématisée. « Il faut nettoyer par un balai de fer les écuries d'Augias de l'héritage fasciste, obscurantiste, perfide et vicieux... » lance Gueorgui Dimitrov à la veille de la constitution du Tribunal populaire. Ce vocabulaire n'est pas propre aux dirigeants staliniens. Mussolini, par exemple, ne file-t-il pas une métaphore semblable lorsque, dans un discours tenu à Pise en 1926, il se propose de libérer « les âmes de toute scorie impure » afin de rendre au visage italien son « véritable aspect », son aspect naturel ? Le camarade Lénine, quant à lui, « purge la Terre des impurs »<sup>29</sup>. Selon l'historien allemand Rainer Riemenschneider, le *Mein Kampf* de Hitler a influencé « assez directement », les manuels allemands d'histoire avant et pendant la guerre<sup>30</sup>. On y retrouve l'esprit des passages réclamant la suppression de ce qui « salit » la culture allemande, de « la syphilis rongant le corps du peuple » à travers le mouvement Dada comme par « l'hébraïsation de notre vie spirituelle ». Hitler use abondamment de collectifs d'universalité : « Dans la presse sociale-démocrate, les éditeurs sont exclusivement juifs » ; « Jamais un Juif ne peut être tenu libéré de ses conceptions »<sup>31</sup>. Nos auteurs de manuels font de même : « Tous les Bulgares, écrivent-ils, remplissaient de joie les Allemands » après l'affiliation du pays au Pacte tripartite en 1940, mais aussi « Tous accueillaient avec joie l'Armée rouge » le 9 septembre 1944. Ce type de discours recourt aussi fréquemment aux superlatifs comme pseudo-argument de la preuve : « le plus haïssable », « le plus juste », « le plus réactionnaire ».
- 25 Nous n'avons pas la prétention de pousser plus loin ici l'analyse de discours. Nous souhaitons encore moins identifier le communisme au fascisme, mais nous voulons rappeler seulement ce qui reste malheureusement une simplification abusive et un danger dans la Bulgarie de l'an 2000. L'enseignement de l'histoire continue trop souvent à y être vu comme un outil de formation des vrais patriotes. Hitler, encore lui, s'étend longuement dans son autobiographie sur les liens qu'il perçoit entre sa matière scolaire favorite, l'histoire, et son nationalisme révolutionnaire. C'est l'histoire, explique-t-il, qui du « cosmopolite délicat » qu'il était d'abord, a fait de lui un « antisémite fanatique », qui

l'a amené à conclure que « la sauvegarde de l'esprit allemand passait par la suppression de l'Autriche ». Ce n'est pas ce qu'Orwell appelle, dans sa note de lecture sur *Mein Kampf* de 1940, « la pensée figée du maniaque qui ne réagit presque pas aux changements dans le rapport des forces » que ces lignes me suggèrent, mais le schéma même de l'histoire enseignée dans nos écoles : simplifiée et linéaire, naturalisante et partisane, taisant les faits qui embarrassent et contredisent, et étouffant les voix différentes.

## NOTES

1. Sur les rapports entre histoire et mémoire dans les pays de l'est de l'Europe, cf., du Groupe de recherche « Mémoire grise » : *Mémoires en bataille. Histoire et mémoire en URSS et en Europe de l'Est*, Nanterre-Paris, BDIC/IMSECO 1989. Voir aussi Tzvetan Todorov : *Au nom du peuple. Témoignages sur les camps communistes*, Paris, Éditions de l'Aube, 1992 ; *id.* : *Fragilité du bien*, Paris, Albin Michel, 1999 ; Marie-Claire Lavabre : *Le fil rouge. Sociologie de la mémoire communiste*, Paris, Presses de la FNSP, 1994.
2. Instruction du ministère de l'Éducation nationale de 1990 : « De quelques changements relatifs au contenu et à l'organisation de l'enseignement et de l'éducation dans le cursus complet scolaire (école primaire-lycée) ».
3. Lettre circulaire n° 5, 1945, ministère de l'Éducation nationale.
4. *Sădāt nad istorizite...* (Les historiens sur la sellette. La science historique bulgare. Documents et discussions 1944-1950), éditions de l'Académie bulgare des sciences « Marine Drinov », Sofia, 1995, p. 494 ; Lubomir Ognianov, *Le système étatico-politique de la Bulgarie, 1944-1948*, éditions de l'Académie bulgare des sciences, 1993 ; *La revue historique* (en bulgare), 1946, 2<sup>e</sup> année, n° 1 ; *La Bulgarie dans l'orbite des intérêts soviétiques. Tables-rondes bulgaro-russes*, éd. de l'Académie bulgare des sciences « Marine Drinov », Sofia, 1998.
5. Il s'agit d'une série d'études de l'Institut de recherches critiques et sociales qui portaient sur la réécriture des manuels d'histoire et sur le récit des événements historiques nationaux dans les journaux du Parti communiste et de l'opposition, publiées dans : Deyan Deyanov (éd.), *Les réécritures de la nouvelle histoire bulgare dans les manuels à l'usage des lycées*, Sofia, ministère de l'Éducation nationale, 1995 ; Maya Grekova (éd.) : *L'identité nationale en situation de crise : ressources historiques*, Sofia, Minerva, 1997. Voir sur le même sujet : Nina Nikolova, Martin Kanouchev : « La leçon d'histoire : une expérimentation ethno-méthodologique », *Archiv. Bulletin za grajdansko obrazovanie po istoria* (Bulletin pour l'éducation civique en histoire), 1997, n° 3-4, 1999, n° 1-2, pp. 27-31.
6. Voir Snejana Dimitrova, Naum Kaytchev, « Bulgarian Historical Education and Perspectives of the National Identity », *Forum balkanique*, Blagoevgrad, 1999, n° 1-3, pp. 56-90 ; Nadia Danova : *L'image de l'« autre » dans les manuels bulgares à l'époque de l'Éveil national. Relations de compatibilité et d'incompatibilité entre chrétiens et musulmans en Bulgarie*, Sofia, 1995, pp. 232-238 ; Gueorgui Kazakov, « L'image de l'Autre » dans les livres bulgares d'histoire, *Littérature*, n° 19, 1998, pp. 3-7. Voir aussi : B. Panaïotova, *L'image des « autres » dans les manuels d'histoire des années 20 et 50 du XX<sup>e</sup> siècle. Relations de compatibilité et d'incompatibilité entre chrétiens et musulmans en Bulgarie*, Sofia, pp. 239-241.

7. Le traité de San Stefano entre la Russie et l'Empire Ottoman créait en mars 1878 une « Grande Bulgarie » de 164 000 m<sup>2</sup> allié des Russes. Les puissances occidentales redécoupèrent ce territoire au profit des autres pays balkaniques en juin-juillet 1878 au Congrès de Berlin (n.d.l.r.).
8. Non « des lieux de la mémoire commune » (car les lieux de la mémoire nationale ne sont pas mythiques, ils sont les enjeux de luttes symboliques autour de l'interprétation de ces lieux), mais des « lieux communs de la mémoire ». Au sujet des développements ultérieurs de cette notion par Pierre Nora (*Les lieux de mémoire*, Paris, Gallimard, 1984-1993), ainsi que sur l'introduction de la notion d'« espace public de l'histoire », importante pour nos deux études, et sur d'autres repères et catégories méthodologiques dans notre étude, voir les études rassemblées par Deyan Deyanov (éd.), *op. cit.* et Maya Grekova (éd.), *op. cit.*
9. Sur cette crise de l'identité bulgare contemporaine, cf. François Frison-Roche : « La gestion du passé en Bulgarie », in : Henry Rousso (dir.) : *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1999, pp. 274-305 (n.d.l.r.).
10. Pour paraphraser le titre du livre de Henry Rousso : *Le syndrome de Vichy, de 1944 à nos jours*, Paris, Seuil, 1990.
11. Voir Liliana Deyanova : « The Battles for the Mausoleums. Traumatic Places of collective memory » in : Jacques Coenen-Huther (éd.) : *Bulgaria at the Crossroads*, New York, Nova Scientia Publishing House, 1997.
12. Contribution de Hristo Hristov, in : *Sădăt nad istorizite...* (Les historiens sur la sellette...), pp. 197-202.
13. Liliana Deyanova : 1948, *L'euphorie des symboles, la terreur des symboles* (sous presse, Sofia).
14. Lubomir Ognianov, *op. cit.*, p. 224.
15. *Sădăt nad istorizite* (Les historiens sur la sellette...), *op. cit.*, pp. 203-386.
16. *Id.*, *ibid.*, p. 209, 301.
17. *Manuel du propagandiste* (en bulgare), 1948, n° 1, p. 11.
18. Je donne ici la liste des manuels analysés, précédés de l'abréviation utilisée dans le corps du texte : Manuel de 1946 : A. Bijikov, A. Bourmov, P. Kurktchiev : *Balgarska istoria za 7 klas na gimnaziite* (Histoire bulgare pour la 7<sup>e</sup> classe des lycées), Sofia, 1946 ; Manuel de 1954 : A. Bourmov, D. Kossev, Hr. Hristov : *Istoria na Balgaria za 11 klas* (Histoire de la Bulgarie pour la 11<sup>e</sup> classe), Sofia, 1954 ; Manuel de 1982 : I. Dimitrov, M. Issousov, J. Chopov, *Istoria na Balgaria za 10 klas* (Histoire de la Bulgarie pour la 10<sup>e</sup> classe), Sofia, 1982 ; Manuel de 1993 : G. Bakalov, P. Angelov, Tz. Georgieva, D. Tzanev, B. Bobev, St. Grantcharov : *Istoria na Balgaria za 11 klas* (Histoire de la Bulgarie pour la 11<sup>e</sup> classe), Sofia, 1993.
19. Cf. François Frison-Roche, *op. cit.*, pp. 291-301 (« L'exception bulgare sur la Shoah ») (n.d.l.r.).
20. Je ne répète pas ici les titres de ces manuels, dont la liste est donnée dans les notes précédentes. Voir aussi T. Todorov : *Fragilité du bien*, *op. cit.*, note 1.
21. En 1940, la Bulgarie occupe la Dobroudja, et, après s'être alliée au Reich allemand en 1941, annexe la Thrace occidentale et la Macédoine de Vardar. Le Traité de Paris de 1947 la ramène à ses frontières de 1919, en lui laissant la Dobroudja méridionale (n.d.l.r.).
22. Ivan Ilchev : « La science historique bulgare au cours des années 1970-1980 », in : Antoine Marès (éd.) : *Histoire et pouvoir en Europe médiane*, Paris, L'Harmattan, 1996, pp. 171-197, analyse la situation de l'histoire dans les institutions d'enseignement et aborde les transformations de la ligne historique officielle (n.d.l.r.).
23. L'Armée rouge occupe la Bulgarie dès 1944, après la mort du roi Boris III et la mise en place d'un conseil de régence sous Siméon II (1943-1946). Sa présence amène un renversement des alliances et la constitution d'un « Front de la patrie » en 1944, qui dure jusqu'à la prise de pouvoir de Dimitrov et l'instauration de la république populaire en 1946 (n.d.l.r.).
24. Nina Nikolova, Martin Kanouchev : « La leçon d'histoire : une expérimentation ethno-méthodologique », *op. cit.*

25. Voir Dessislava Lilova : « La généalogie du temps extra-historique », *Sotciologitcheski problemi*, 1998, n° 3-4, pp. 16-32 (en bulgare).
  26. Marc Ferro : *L'histoire sous surveillance*, Paris, Calman-Lévy, 1985, p. 60.
  27. Lettre circulaire n° 5, 1945, ministère de l'Education nationale.
  28. Borianna Panaïotova, *op. cit.*
  29. Wladimir Berelowitch : *La soviétisation de l'école russe, 1917-1931*, Paris, 1971.
  30. Rainer Riemenschneider : « La confrontation internationale des manuels. Contribution au problème des rapports entre manuels et la mémoire collective », in Henri Moniot (éd.) : *Enseigner l'histoire. Des manuels à la mémoire*, Berne-Paris, Peter Lang, 1984. Voir aussi Marc Ferro : *Comment on raconte l'histoire aux enfants*, Paris, Payot, 1992, p. 129.
  31. Citations d'après l'édition bulgare du *Mein Kampf* de Hitler, Sofia, 1991, p. 24, et de celle de Benito Mussolini : *L'étude du fascisme*, Turnovo, 1994, p. 62.
- 

## RÉSUMÉS

L'article analyse les manuels communistes d'histoire dans le contexte de ce que Bernard Guénée définit comme une « culture historique », et les différents « points chauds » de l'histoire bulgare, à partir de la mise en cause et de la problématisation de l'idée qu'ils seraient dominés par la structure méta-narrative de l'internationalisme, plutôt que du nationalisme. Il s'articule autour des résultats de deux recherches collectives. L'une prend pour objet cinq réécritures successives des manuels officiels d'histoire en 1929, 1946, 1954, 1982 et 1993. L'autre traite des usages de l'histoire dans les médias et les manuels scolaires entre 1989 et 1995, et y repère à l'œuvre deux histoires opposées de la Bulgarie : le récit communiste des lieux communs de la mémoire nationale, et celui de l'opposition. La guerre civile des mémoires et leur usage politique sont examinés autour des thèmes du Tribunal populaire de 1945, véritable ligne de fracture pour les Bulgares après 1989, de la réduction de l'identité nationale à l'identité ethnique. Les manuels d'histoire de la période communiste, replacés dans un contexte historiographique de plus longue durée, se révèlent ainsi tributaires des catégories de l'histoire nationale établies par l'historiographie du début du XXe siècle. Ils restent fidèles à un patriotisme bien éloigné de ce que Habermas appelle « le patriotisme de la constitution ».

The article analyzes the communist history textbooks – in a context defined by Bernard Guénée as being “historical culture” – and the different “hotbeds of history” (M. Ferro) to challenge (or at least problematize) the notion according to which the “international” rather than the “national” meta-narrative prevails in them. It hinges on the findings of two team-studies. One of them deals with five successive rewritings of official history textbooks in 1929, 1946, 1954, 1982 and 1993. The other one focuses on how history was used in the media and textbook narratives of history between 1989 and 1995, and includes two opposite histories of Bulgaria : a communist narrative of the commonplaces of national memory and the narrative of the opposition. The civil war of memories and their political use are scrutinized through two themes : that of “People’s court of 1945 – viewed as a watershed event by the Bulgarians after 1989 and that of the reduction of national identity to ethnic identity (the political Other is perceived as an ethnic Other ; the communist and fascist periods are both linkened to “Turkish bondage” depending on which side you are on). History textbooks of the communist age studied within a wider length of time prove to have much in common with the pre-communist national meta-narrative of the

beginning of the 20th century. They remain faithful to a patriotism far removed from what Habermas calls “patriotism of the constitution”.

Auf der Basis des von Bernard Guenée eingeführten Konzepts von ‚Geschichtskultur‘ analysiert der Beitrag die kommunistischen Geschichtsbücher mit Blick auf die verschiedenen „wunden Punkte“ der bulgarischen Geschichte. Dabei soll vor allem dem gleichsam zur communis opinio gewordenen Gedanken nachgegangen werden, diese Bücher seien in ihrer metanarrativen Struktur dem Internationalismus, nicht dem Nationalismus verpflichtet. Zugrunde liegen zwei vgeleitete Forschungsprojekte : eines bezieht sich auf fünf in den Jahren 1929, 1946, 1954, 1982 und 1993 erfolgte Neubearbeitungen von offiziellen Schulbüchern. Das andere behandelt den Umgang mit Geschichte in den Medien und in den Schulbüchern zwischen 1989 und 1995 und macht deutlich, daß man in Bulgarien mit zwei ganz unterschiedlichen Darstellungen von Geschichte zu rechnen hat: auf der einen Seite steht die kommunistische Wiedergabe von Gemeinplätzen aus der nationalen Geschichte, auf der anderen Seite steht das Geschichtsbild der Opposition. Der Bürgerkrieg um das Gedächtnis der Nation und seine politische Instrumentalisierung wird anhand der Behandlung des Volkstribunals von 1945 dargestellt. Dieses ist nach 1989 zu einer regelrechten Bruchlinie für die Reduzierung nationaler Identität auf ethnische Zugehörigkeit geworden, indem „das Andere“ politisch immer wieder als das „ethnisch Fremde“ wahrgenommen wird. Je nach politischem Lager wird nicht nur das kommunistische Regime, sondern werden faschistische und kommunistische Zeit gleichermaßen mit dem „türkischen Joch“ gleichgesetzt. Wenn man die Geschichtsbücher der kommunistischen Zeit über einen längeren Zeitraum betrachtet, wird deutlich, daß diese durchaus den Kategorien eines nationalen Geschichtsbildes verpflichtet sind, das schon zu Beginn des 20. Jahrhunderts entwickelt wurde. Sie halten an einem Patriotismus fest, der weit entfernt ist von dem, was Habermas einmal als den „Patriotismus der Verfassung“ bezeichnet hat.

## INDEX

**Index chronologique** : XXe siècle, XXe siècle (après 1958), XXe siècle (1945-1958)

**Mots-clés** : histoire (matière enseignée), identité nationale, manuel scolaire

**Index géographique** : Bulgarie

## AUTEUR

LILIANA DEYANOVA

Université de Sofia St Kliment Ohridski